



GESTION FORESTIÈRE DURABLE, PARAMÈTRES ET SUIVI



Professeur ordinaire émérite rattaché à l'Université de Liège - Gembloux Agro-Bio Tech, et chargé de mission pour l'ULiège, Jacques Rondeux a consacré toute sa vie au développement de notre patrimoine forestier.

A l'échelle internationale la qualité et la durabilité de la gestion forestière sont généralement analysées à partir de critères et indicateurs (C/I) définis lors des conférences interministérielles portant sur la protection des forêts. La Conférence d'Helsinki (1993) est à l'origine des premières listes d'indicateurs qui se sont enrichies et affinées au cours du temps (Lisbonne 1998, Vienne 2003, etc.).

La gestion durable signifie la gérance et l'utilisation des forêts et des terrains boisés, d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et mondial ; et qu'elles ne causent pas de préjudices à d'autres écosystèmes.

[Résolution H1 de la conférence d'Helsinki, 1993].

A cela sont venus s'ajouter les processus de certification, qu'il s'agisse du FSC (**F**orest **S**teward **s**hip **C**ouncil) ou du PEFC (**P**an **E**uropean **F**orest **C**ertification), accompagnés de leurs normes. Ils se sont implantés avec des fortunes diverses selon les pays et la nature des propriétés. Force est de constater que les propriétaires, en particulier privés, sont peu enclins à franchir le pas et que l'idée d'y voir aussi la griffe des intérêts financiers et du lobbying de grandes sociétés internationales reste bien présente sans compter que le contrôle de la chaîne depuis le bois produit dans une forêt gérée selon les recommandations de ces processus et le bois utilisé quotidiennement est parfois mis en cause, voire considéré comme irréaliste. Sans doute le premier intérêt de ces processus est-il, en amont du moins, d'inciter à élaborer un plan ou un document de gestion qui, en Wallonie, par exemple, pour le propriétaire privé n'est pas obligatoire et donc très peu répandu.

DES CRITÈRES DE GESTION DURABLE

Depuis la Conférence de Vienne la durabilité de la gestion d'une forêt ou d'un ensemble forestier se mesure au travers des 6 critères suivants comportant eux-mêmes de nombreux indicateurs (35) à la fois qualitatifs et quantitatifs :

C1 : conservation et amélioration appropriée des ressources forestières et leur contribution aux cycles globaux du carbone (4 indic)

C2 : maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers (4 indic)

C3 : maintien et encouragement des fonctions de production des forêts (bois et autres produits non bois) (5 indic)

C4 : maintien, conservation et amélioration appropriée de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers (9 indic)

C5 : maintien, conservation et amélioration appropriée des fonctions de protection par la gestion des forêts (particulièrement sols et eaux) (2 indic)

C6 : maintien des autres fonctions socio-économiques (11 indic)

Le nombre, la nature et le poids relatif de ceux-ci sont évidemment liés à leur pertinence ainsi qu'au degré de difficulté de leur mise en œuvre.

Si le cadre d'analyse des critères est le même d'une région forestière à l'autre, idéalement le contenu des indicateurs doit cependant s'adapter aux conditions locales et aux objectifs qui sont réellement poursuivis. Epouser servilement leur logique reviendrait à dire que l'on n'attache guère d'importance à la nature des destinataires (« pour qui ») et à l'objectif (« pour quoi »).

Or, au-delà même du contexte de cette batterie de critères et d'indicateurs sur laquelle se fondera le verdict de la durabilité ou de l'état de la gestion, il est important d'intégrer dans la réflexion **l'orientation** donnée à celle-ci. Elle sera fonction de plusieurs facteurs : le type de propriété et les objectifs poursuivis par son propriétaire, les potentialités forestières et les conditions de croissance de l'endroit sans oublier le contexte socio-économique (vocation de production ou de conservation, tourisme, zone rurale ou péri-urbaine, etc.). A l'heure de la multifonctionnalité juger de la durabilité suggérerait, n'en déplaise aux forestiers, d'ouvrir le champ d'investigation à d'autres acteurs, ce qui renvoie à un autre enjeu qui est celui de la **gestion par massifs**, de la **gestion concertée et participative** s'agissant de forêts publiques et, selon les circonstances, aussi privées en association avec des forêts publiques.

L'échelle de pertinence des indicateurs est un des points très souvent sous-estimé.

L'ÉCHELLE SPATIALE, UN FACTEUR CLÉ

Les deux principales échelles spatiales dans lesquelles peuvent s'inscrire des C/I de gestion durable sont l'unité de

gestion (échelle dite opérationnelle) et le territoire national ou régional (échelle dite stratégique).

En ce qui concerne l'échelle opérationnelle, on considérera l'unité de gestion comme étant la plus petite entité au sein de laquelle la gestion et ses effets peuvent être évalués. Il s'agira, par exemple, de la série d'aménagement ou de la propriété. A ce niveau de perception, le plan d'aménagement (orientations globales) ou le document simple de gestion (mesures courantes) sont des instruments susceptibles, par l'ensemble des opérations qu'ils suggèrent, d'influencer la durabilité (composition des essences, modifications de structures de peuplement, planification de travaux sylvicoles, ...).

A l'échelle stratégique, les décisions prises en matière de politique forestière, de législation (mesures contraignantes, incitatives, ...) ainsi que les lois du marché influencent directement ou indirectement le développement durable des forêts.

Il paraît dès lors assez logique que les C/I à utiliser diffèrent selon l'échelle spatiale à laquelle on travaille et que celle-ci détermine non seulement le choix, la pertinence et les modalités de collecte des indicateurs. Entre un peuplement forestier ou un ensemble de peuplements insérés dans une unité de gestion de quelques hectares, voire dizaines d'hectares (selon les pays et les traditions forestières) et une région ou un territoire national, la manière de vérifier la durabilité n'est pas la même.

On reconnaît à l'heure actuelle que la plupart des C/I développés dans le cadre des initiatives internationales sont adaptés à l'échelle nationale ou régionale. En Wallonie, une série de recommandations et d'outils adaptés à l'unité opérationnelle ont été mis en place ou identifiés (cahiers des charges, inventaires de gestion, fichier écologique,...) mais il s'agit plus de mesures ou recommandations de gestion que de C/I sensu stricto.

L'INVENTAIRE PERMANENT DES RESSOURCES FORESTIÈRES DE WALLONIE (IPRFW), INCONTOURNABLE

Les critères traduits à partir d'indicateurs adaptés découlent directement de l'observation ou de calculs (effectués par exemple à partir de l'IPRFW qui, dans les faits, est actuellement, à l'échelle régionale, l'outil d'évaluation le plus transversal et fiable pour donner un sens aux évaluations ou aux tendances observées).

Ils ont très largement imprégné l'élaboration du code forestier (2007) et sont au cœur même du schéma de certification PEFC. Faute de mieux, c'est donc l'inventaire réalisé à l'échelle régionale qui sert principalement de référence au suivi de la gestion forestière. Mais il ne faut pas se leurrer. Il ne peut fournir que des indications ou tendances largement conditionnées à la nature des observations et mesures qui ont fait sa raison d'être. Dès 1996 l'IPRFW a opportunément intégré de très nombreuses variables et observations de nature plus sylvicole et écologique (végétation herbacée, bois mort, état sanitaire, etc.)

Les indicateurs proposés n'ont parfois de sens qu'à certains niveaux : par exemple évaluer la quantité de carbone fixée par la forêt se justifie à l'échelle d'un pays ou d'un massif et perd beaucoup de son sens si l'on raisonne à celui d'une propriété. L'échelle retenue est donc une pièce maîtresse en matière de validité de l'information à procurer.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX SUR LES CRITÈRES ET INDICATEURS PROPOSÉS

Les critères et indicateurs appellent quelques commentaires dans la perspective de leur mise en application. Ils se réfèrent à des notions concernant le milieu, la sylviculture pratiquée, les caractéristiques des peuplements mais aussi la vocation de la forêt et les composantes socio-économiques de l'exploitation forestière. Les éléments quantitatifs destinés à servir d'indicateurs sont le plus souvent des surfaces, des volumes, ventilés selon des caractéristiques telles que le type de végétation, l'âge, etc... L'échelle de temps destinée à évaluer les tendances par la comparaison d'indicateurs à différentes périodes est de l'ordre de 5 à 10 ans.

Malgré l'une ou l'autre annexe technique les critères et indicateurs sont peu explicités, ce qui est de nature à engendrer des problèmes dans leur application ainsi que lors de tentatives de comparaisons ou de synthèse à l'échelle européenne. A défaut de pouvoir identifier sans ambiguïté le sens attribué aux termes ou requêtes, il sera fondamental de définir ce qui sera adopté par chaque intervenant. Ne pas prendre ces points en compte peut conduire à formuler des comparaisons dangereuses, voire à cibler indûment une bonne ou mauvaise gestion forestière.

UN TREMPLIN VERS DES PROGRAMMES FORESTIERS NATIONAUX

Les conférences ministérielles forestières européennes alimentent généralement les **programmes forestiers nationaux** (PFN) ou résultent de larges consensus établis dans ces derniers. Que faut-il entendre par un PFN ? On s'accorde à le définir comme étant un « **processus participatif, holistique, intersectoriel et itératif de planification, de mise en œuvre, de contrôle et d'évaluation des politiques, aux niveaux national et/ou sub-national, dont l'objectif est de continuer d'améliorer, conformément à la Résolution H1 d'Helsinki, la gestion forestière durable, et à contribuer au développement durable** ».

On peut s'étonner que la Wallonie ne dispose pas de pareil programme alors que quantité d'éléments et d'informations y trouveraient leur place (normes et circulaires diverses, état de l'environnement wallon, code forestier, etc.). Un effort de synthèse serait particulièrement opportun à réaliser car trop souvent on dispose de très nombreuses informations de nature sectorielle alors qu'une vue d'ensemble est essentielle pour définir les stratégies à venir comme, par exemple, vers quel type de forêts veut-on aller et comment ? Personne ne peut nier le bien-fondé de ce questionnement ! Ce serait une manière de rompre avec cette fâcheuse habitude de multiplier les directives et ou recommandations parfois redondantes et pas toujours adaptées au contexte ciblé.

Jacques Rondeux

“
**ON PEUT
S'ÉTONNER QUE
LA WALLONIE
NE DISPOSE PAS
D'UN PROGRAMME
FORESTIER
NATIONAL**
”